



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
19 avril 2018  
Français  
Original : anglais

---

### Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1540 \(2004\)](#)

#### **Note verbale datée du 17 avril 2018, adressée au Président du Comité par la Mission permanente de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la Malaisie auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution [1540 \(2004\)](#) et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le rapport de la Malaisie sur la mise en œuvre des résolutions [1977 \(2011\)](#) et [2325 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité (voir annexe). Le présent rapport expose les faits nouveaux survenus depuis que la Malaisie a présenté son premier rapport, le 26 octobre 2004.

À cet égard, la Mission permanente prie le Comité de mettre à jour la liste des rapports présentés par la Malaisie et de publier le texte du dernier rapport sur son site Web.



**Annexe à la note verbale datée du 17 avril 2018 adressée  
au Président du Comité par la Mission permanente de la Malaisie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Rapport de la Malaisie sur l'application des résolutions  
1977 (2011) et 2325 (2016) du Conseil de sécurité**

La Malaisie a présenté son rapport au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1540 (2004) le 26 octobre 2004 (S/AC.44/2004/(02)/35). Établi en application des résolutions 1977 (2011) et 2325 (2016), le présent rapport expose les faits survenus depuis la présentation de ce premier rapport.

**Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication, du stockage  
et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction**

Conformément aux obligations qui lui incombent au titre de la Convention, la Malaisie a adopté la loi de 2005 relative à la Convention sur les armes chimiques, qui a porté création de l'Autorité nationale chargée de l'application de la Convention, s'acquittant ainsi de son obligation découlant de l'article VII de cette dernière. En vertu de la section 62 de la loi, le Ministre des affaires étrangères peut édicter les règlements qui s'avèrent nécessaires pour donner pleinement effet aux dispositions de la loi. À cet égard, le règlement de 2007 relatif à la Convention sur les armes chimiques a été publié au journal officiel et a pris effet le 1<sup>er</sup> novembre 2007. Ensemble, la loi et le règlement visent à guider les efforts déployés par l'autorité pour faire en sorte que la Malaisie s'acquitte de ses obligations découlant de la Convention.

L'Autorité nationale, qui rassemble 14 ministères et administrations centrales, s'acquitte de ses obligations et accomplit les tâches suivantes :

- a) Garantir la bonne application de la loi relative à la Convention sur les armes chimiques ;
- b) Faciliter les inspections menées au titre de la Convention ;
- c) Coopérer avec les inspecteurs internationaux en cas d'inspections par mise en demeure ;
- d) Recueillir les données à inclure dans les déclarations annuelles présentées à l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) ;
- e) Fournir à l'OIAC et aux autres États parties les informations que la Malaisie est tenue de présenter conformément à la Convention ;
- f) Réglementer et superviser les questions relatives à la Convention, notamment sa mise en œuvre dans le pays ;
- g) Délivrer des autorisations pour les activités relatives aux produits chimiques toxiques inscrits au tableau 1 ;
- h) Fournir des orientations aux inspecteurs nationaux aux fins de la bonne application de la loi relative à la Convention sur les armes chimiques ;
- i) Offrir de façon générale des conseils au Ministre sur les questions relatives à la Convention ;
- j) Percevoir tous droits prévus par le Ministre pour les services fournis par l'autorité nationale ;
- k) Accomplir toute action accessoire ou propice à l'exercice de l'une ou l'autre de ces fonctions.

La Malaisie ne procède pas à la fabrication, au stockage, à l'importation ou à l'exportation de produits chimiques toxiques du tableau 1 ni n'en emploie. Elle est déterminée à honorer ses obligations découlant de la Convention, notamment à réglementer le secteur et à surveiller les activités relatives aux tableaux 1, 2 et 3 et aux produits chimiques organiques définis. Ces activités découlent également de l'obligation qui est faite à tout État partie d'entreprendre tous les efforts nécessaires pour garantir que les dispositions de sa loi relative à la Convention sur les armes chimiques soient appliquées de façon conforme à l'objet et au but de la Convention.

L'autorité nationale joue également un rôle actif en appuyant les programmes et les ateliers organisés par l'OIAC et, dans le même ordre d'idées, soutient toutes les activités relatives aux utilisations pacifiques de produits chimiques, au renforcement des capacités et aux initiatives d'assistance et de protection menées au titre de la Convention.

### **Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction**

Conformément à l'article IV de la Convention sur les armes biologiques, la Malaisie élabore actuellement le texte final d'un projet de loi s'inscrivant dans son dispositif législatif visant à garantir la bonne application de la Convention et à compléter les lois existantes, notamment la loi de 2007 sur la biosécurité. Ce projet de loi touche à plusieurs aspects, y compris l'application, le contrôle, l'information et la sensibilisation. Une fois publiée au journal officiel et donc adoptée, cette loi devrait permettre la bonne application des règlements relatifs à la sûreté et à la sécurité biotechnologiques, et la mise en œuvre de la gestion des risques biotechnologiques dans les installations concernées.

### **Traité d'interdiction complète des essais nucléaires**

La Malaisie a signé le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires le 23 juillet 1998 et l'a ratifié le 17 janvier 2008. Elle est en train de mettre la dernière main à son projet de loi relatif au Traité, qui vise à interdire les essais d'armes nucléaires, en témoignage de sa détermination à honorer les obligations qui lui incombent du fait de la ratification du Traité. Celui-ci n'est certes pas encore entré en vigueur, mais le projet de loi sera présenté au Parlement et, une fois adoptée, la loi devrait permettre la bonne application du Traité et témoigner de l'engagement de la Malaisie en faveur de l'élimination totale des armes nucléaires.

### **Avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires**

Depuis que l'avis consultatif a été rendu, la Malaisie a présenté chaque année à la Première Commission de l'Assemblée générale un projet de résolution intitulé « Suite donnée à l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice sur la licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires ». Elle veut ainsi rappeler au monde qu'il « existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace » comme l'a conclu à l'unanimité la Cour. Elle est d'avis que le désarmement nucléaire contribuera indirectement à mettre un terme à la prolifération nucléaire.

### **Convention relative aux armes nucléaires**

En décembre 2007, la Malaisie et le Costa Rica ont proposé le Modèle de convention relative aux armes nucléaires, qui a été distribué comme document de l'Assemblée générale (A/62/650). Cette convention interdirait à tous les États de

procéder ou de participer à la mise au point, à la mise à l'essai, à la fabrication, au stockage, au transfert, à l'emploi ou à la menace de l'emploi d'armes nucléaires.

### **Initiative humanitaire sur les incidences des armes nucléaires**

La Malaisie est membre de l'Initiative humanitaire sur les incidences des armes nucléaires, qui vise à interdire les armes nucléaires en raison de leurs conséquences d'ordre humanitaire. Lancé pendant la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2010, ce mouvement demande l'élimination totale des armes nucléaires compte tenu des conséquences catastrophiques des explosions nucléaires.

### **Sommet sur la sécurité nucléaire**

Membre du Sommet depuis qu'il a été créé en 2010, la Malaisie a participé à quatre réunions, en 2010, 2012, 2014 et 2016. Le Sommet a pour objectif général d'éliminer la menace de terrorisme nucléaire en réduisant la quantité de matières nucléaires qui pourraient servir à fabriquer des armes et en les sécurisant, en améliorant la coopération internationale afin de prévenir l'acquisition illicite de matières nucléaires par des acteurs non étatiques tels que groupes terroristes et trafiquants, et en prenant des mesures visant à renforcer le système mondial de sécurité nucléaire. La Malaisie continue d'œuvrer à la réalisation de ces objectifs, sur la base des cinq plans d'action qui ont été adoptés pour que les organisations et initiatives internationales poursuivent les travaux du Sommet.

### **Initiative de sécurité contre la prolifération**

Le 27 avril 2014, la Malaisie a annoncé sa décision de rejoindre l'Initiative de sécurité contre la prolifération après avoir mené des activités d'interception dans le cadre de ses obligations en matière de lutte contre la prolifération découlant des résolutions [1540 \(2004\)](#) et [1977 \(2011\)](#) du Conseil de sécurité.

Le premier paragraphe des Principes d'interception pour l'Initiative de sécurité contre la prolifération énonce que les participants à l'Initiative se sont engagés à prendre des mesures efficaces, individuellement ou en coopération avec d'autres États, pour intercepter le transfert ou le transport d'armes de destruction massive, de leurs vecteurs et de matières connexes à destination et en provenance d'États et d'acteurs non étatiques qui suscitent des préoccupations en matière de prolifération. L'expression « États et acteurs non étatiques qui suscitent des préoccupations en matière de prolifération » désigne d'une manière générale les pays et entités que les participants à l'Initiative concernés estiment devoir soumettre à des mesures d'interception parce qu'ils sont impliqués dans des activités de prolifération qu'il s'agisse : 1) d'efforts de développement ou d'acquisition d'armes chimiques, biologiques ou nucléaires et de leurs vecteurs associés ; ou 2) de transferts (vente, réception ou facilitation) d'armes de destruction massive, de leurs vecteurs ou de matériels connexes.

La Malaisie s'engage donc à faire respecter les Principes d'interception, sous réserve des principes de souveraineté des États, d'intégrité territoriale et de non-ingérence dans les affaires intérieures des États, et de tout autre principe applicable de droit international, ainsi que de ses propres lois et politiques. L'Initiative appuie les dispositions et les efforts de la Malaisie visant à mettre un terme au trafic d'armes de destruction massive en permettant une coopération plus étroite et l'échange de renseignements, d'informations et de compétences techniques entre participants.

## **Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire**

Ayant adopté l'Initiative le 21 mars 2012, la Malaisie en applique la Déclaration de principes, qui énonce que les membres devraient élaborer si nécessaire, et améliorer, leurs systèmes d'inventaire, de contrôle et de protection physique en ce qui concerne les matières et substances nucléaires et autres matières radioactives.

## **Traité sur l'interdiction des armes nucléaires**

Le 20 septembre 2017, la Malaisie a signé le Traité, qui vise à interdire aux États de mettre au point, mettre à l'essai, produire, stocker, transférer, employer ou menacer d'employer des dispositifs explosifs nucléaires, ou d'en autoriser l'implantation. La Malaisie s'efforce de faire en sorte que le Traité soit ratifié dans les meilleurs délais.

## **Autres lois et mesures nationales**

### *Loi de 2010 relative au commerce stratégique*

La Malaisie a adopté la loi relative au commerce stratégique en 2010, conformément à la résolution 1540 (2004), dans laquelle le Conseil de sécurité a demandé aux États Membres de lutter contre la prolifération des armes de destruction massive parmi les États et les acteurs non étatiques. Cette loi a été adoptée par le Parlement malaisien le 5 avril 2010 et a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

La loi régit le contrôle de l'exportation, du transbordement, du transit et du courtage d'articles stratégiques, notamment d'armes et de matériel connexe, ainsi que d'autres activités facilitant ou pouvant faciliter la conception, la mise au point et la production d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs. Afin de donner pleinement effet aux dispositions de la loi, la Malaisie a adopté les quatre textes réglementaires suivants :

a) Règlement de 2010 sur le commerce stratégique, qui prévoit les formulaires à utiliser, les frais à percevoir et les procédures à suivre pour les demandes et la délivrance d'autorisations et les questions connexes, et définit les conditions à remplir pour être exempté de l'obligation d'obtenir une autorisation pour le transit et le transbordement de marchandises ;

b) Ordonnance de 2017 relative au commerce stratégique (articles stratégiques) (modifiée), entrée en vigueur le 30 mars 2017, qui donne la liste des articles stratégiques (articles à double usage et articles militaires) soumis à un contrôle (biens, logiciels et technologie). Ces articles doivent être soumis à un contrôle en application des régimes multilatéraux de contrôle, à savoir l'Arrangement de Wassenaar, le Régime de contrôle de la technologie des missiles, le Groupe des fournisseurs nucléaires et le Groupe de l'Australie, ainsi que la Convention sur les armes chimiques. La Malaisie n'est partie à aucun de ces régimes et utilise la liste des articles militaires et des articles à double usage de l'Union européenne ;

c) Ordonnance de 2010 relative au commerce stratégique (utilisateurs finals soumis à des restrictions ou à une interdiction), qui donne la liste des utilisateurs finals (personnes et entités) soumis à une interdiction totale visant l'exportation, le transbordement et le transit de tous biens stratégiques ou biens non inscrits sur la liste, ainsi que celle des utilisateurs finals soumis à des restrictions, pour lesquels une autorisation spéciale est requise en cas d'exportation, de transbordement ou de transit de biens stratégiques ou de biens non inscrits sur la liste. L'ordonnance de 2016 relative au commerce stratégique (utilisateurs finals soumis à des restrictions ou à une interdiction) (modifiée), qui porte modification de l'ordonnance de 2010 à ce sujet, renvoie à la page du site Web officiel de l'ONU sur laquelle figurent les listes des personnes et entités désignées, qui sont établies, tenues et mises à jour conformément

aux résolutions 1718 (2006) et 2231 (2015) du Conseil de sécurité sur la République populaire démocratique de Corée et la République islamique d'Iran respectivement ;

d) Règlement de 2010 relatif au commerce stratégique (résolutions du Conseil de sécurité), qui porte application des mesures adoptées par le Conseil de sécurité en vertu de l'Article 41 de la Charte des Nations Unies afin de donner effet à ses décisions en matière de non-prolifération des armes de destruction massive, y compris les sanctions financières ciblées imposées aux personnes et entités figurant sur la liste fournie dans l'ordonnance de 2010 relative au commerce stratégique (utilisateurs finals soumis à des restrictions ou à une interdiction).

Le secrétariat responsable du commerce stratégique, établi au sein du Ministère du commerce international et de l'industrie le 15 juillet 2010, est chargé de coordonner l'application de la loi relative au commerce stratégique. Il est dirigé par le contrôleur du commerce stratégique, assisté d'un contrôleur adjoint, qui sont tous les deux désignés par le Ministre du commerce international et de l'industrie. La loi habilite le contrôleur à charger tout agent de la fonction publique ou autre agent de l'aider à s'acquitter des fonctions que lui confère la loi.

La mise en œuvre de la loi est de la responsabilité du Contrôleur, du Ministère du commerce international et de l'industrie et des autorités compétentes, à savoir le Bureau des autorisations en matière d'énergie atomique, la Commission des communications et des multimédias et la Division des services pharmaceutiques du Ministère de la santé, qui sont chargés en application des lois nationales de réglementer les articles stratégiques, les articles non inscrits sur les listes et les activités soumises à restrictions.

La loi prévoit l'interaction des pouvoirs de répression conférés aux agents compétents par la loi et des pouvoirs dont ils sont dotés en vertu d'autres lois. L'application de la loi est assurée par la Direction nationale des douanes, la Police royale malaisienne, l'Agence malaisienne de sécurité maritime, la Commission des communications et des multimédias, le Bureau des autorisations en matière d'énergie atomique, la Division des services pharmaceutiques, la banque centrale de Malaisie, la Commission chargée des valeurs mobilières et l'Autorité des services financiers de Labuan, et par tout autre agent désigné par le Contrôleur.

La loi exige qu'une personne obtienne de l'autorité compétente une autorisation pour procéder à l'exportation, au transbordement ou au transit d'articles stratégiques figurant sur la liste donnée dans l'ordonnance de 2017. Toute demande d'autorisation doit être accompagnée d'une déclaration d'utilisateur final, d'une description technique de l'article et de tout autre document jugé nécessaire.

Les infractions visées par la loi comprennent l'exportation, le transbordement ou le transit d'articles stratégiques sans autorisation ; l'exportation, le transbordement ou le transit d'articles stratégiques ou d'articles non inscrits sur la liste destinés à un utilisateur final soumis à des restrictions sans autorisation spéciale ; l'exportation, le transbordement ou le transit d'articles stratégiques ou d'articles non inscrits sur la liste destinés à un utilisateur final soumis à une interdiction ; le courtage par une entité qui n'est pas enregistrée.

En cas d'infraction commise dans l'intention de procéder à l'exportation, au transbordement ou au transit illicite d'articles stratégiques (armes ou matériel connexe) sans demander d'autorisation ou en sachant que cette transaction doit faire l'objet d'une autorisation, et que cet acte entraîne des morts, la peine la plus sévère prévue par la loi est la peine de mort ou l'incarcération à vie. Si cette infraction est commise par une société, une amende maximale de 30 millions de ringgit malaisiens sera imposée.

Après avoir été en vigueur pendant sept ans, la loi a été soumise à une analyse des bonnes pratiques et de l'effet, qui a compris une analyse des problèmes et des risques, ainsi que des consultations avec des organismes du secteur public et du Gouvernement, en vue de sa première modification. La modification a été approuvée par le Parlement en avril 2017 et publiée au journal officiel le 21 juin 2017. La loi de 2017 relative au commerce stratégique (modifiée) est entrée en vigueur le 8 septembre 2017. Cette modification avait pour objet d'adapter la loi compte tenu de l'évolution des questions de prolifération et de garantir sa conformité aux résolutions applicables du Conseil de sécurité sans entraver les activités commerciales. Elle comprenait les éléments principaux suivants :

- Révision de l'ampleur des peines infligées en cas d'infraction et introduction du cumul des peines au titre de la loi ;
- Révision de la définition du courtage ;
- Flexibilité concernant la soumission de la déclaration d'utilisateur final aux fins des demandes d'autorisation ;
- Introduction de la présomption d'exportation ;
- Nomination d'agents habilités supplémentaires ;
- Introduction de quelques nouvelles sections en vue de renforcer l'application de la loi.

#### *Projet de loi sur l'énergie atomique*

Actuellement, les lois malaisiennes sur l'énergie nucléaire ne comprennent pas de disposition permettant au pays :

- D'adhérer à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires et à son amendement de 2005 ;
- De ratifier la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire ;
- De ratifier le Protocole additionnel de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et d'adopter les codes de conduite de l'AIEA qu'il lui reste à adopter.

Les autorités compétentes prennent des mesures pour que le projet de loi sur l'énergie atomique soit soumis au Parlement dès que possible afin que la Malaisie puisse renforcer ses efforts en matière de désarmement international et de non-prolifération.

#### *Loi sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme*

La Malaisie a modifié sa loi sur le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, entrée en vigueur en septembre 2014. Cette loi est actuellement connue sous le nom de loi de 2001 sur le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le produit d'activités illégales. Les modifications visent à harmoniser ses dispositions avec les normes internationales et les exigences nationales et à renforcer les pouvoirs d'enquête des forces de l'ordre, et contribueront à améliorer la clarté des obligations en matière de comptes rendus, à renforcer les pouvoirs de répression et à accroître la sévérité des peines.

Le Ministre malaisien de l'intérieur, en application des sections 66C et 66D de la loi, a présenté l'ordonnance de 2014 relative au blanchiment d'argent et au financement du terrorisme (résolution du Conseil de sécurité) (Al-Qaida et Taliban) (modifiée), qui a pris effet le 10 septembre 2014. En vue de donner effet aux mesures

de gel des avoirs imposées par le Conseil, l'ordonnance renvoie directement aux listes récapitulatives relatives aux résolutions [1267 \(1999\)](#) et [1988 \(2011\)](#), portant respectivement sur Al-Qaida et les Taliban, figurant sur le site Web de l'ONU. Cela permet l'application immédiate (sans délai) des sanctions financières ciblées visant les personnes et entités désignées.

Le Ministre de l'intérieur a également émis, en application de la section 66B de la loi, une liste nationale conforme aux exigences de la résolution [1373 \(2001\)](#) en ce qui concerne les sanctions financières ciblées. La dernière liste en date, publiée le 5 septembre 2016, est connue sous le nom d'ordonnance de 2016 sur le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le produit d'activités illégales (déclaration d'entités désignées et exigences en matière de comptes rendus) (modifiée). À ce jour, la liste donnée dans l'ordonnance comprend 45 personnes et 20 entités.

#### *Loi de 2012 sur les atteintes à la sécurité (mesures spéciales)*

La Malaisie a adopté en 2012 la loi sur les atteintes à la sécurité (mesures spéciales) en remplacement de la loi sur la sécurité intérieure. Cette loi a été adoptée en application de l'article 149 de la Constitution fédérale malaisienne en vue de résoudre les problèmes de sécurité intérieure, y compris les troubles de l'ordre public, et les actes de terrorisme, de sabotage et d'espionnage. Elle inclut des dispositions permettant de faire cesser toute activité militante dans le pays. Par exemple, tout acte de violence, comme souligné au chapitre VI A (sur les infractions relatives au terrorisme) du Code pénal, constitue une atteinte à la sécurité au titre de la première annexe de la loi.

Suite à la présentation du livre blanc sur les menaces posées par l'État islamique d'Iraq et du Levant au Parlement le 26 novembre 2014, trois nouveaux textes législatifs ont été adoptés et quatre textes existants ont été modifiés :

- a) La loi sur la prévention du terrorisme (2015) ;
- b) La loi sur les mesures spéciales de lutte contre le terrorisme dans les pays étrangers (2015) ;
- c) La loi sur le Conseil national de sécurité (2015) ;
- d) La loi n° 2 sur les prisons (modifiée) ;
- e) La loi sur le Code pénal (modifiée) ;
- f) La loi sur la prévention de la criminalité (modifiée) ;
- g) La loi sur les atteintes à la sécurité (mesures spéciales) (modifiée).

#### *Initiatives en matière de sécurité nucléaire*

La Malaisie intègre des éléments de sécurité nucléaire dans son approche de la sécurité nationale. Les phases de planification et de mise en œuvre sont menées par le Conseil national de sécurité, qui est l'instance suprême en matière de sécurité nationale. Tous les éléments de sécurité nucléaire sont coordonnés par le Bureau des autorisations en matière d'énergie atomique, sur la base du Plan intégré d'appui en matière de sécurité nucléaire de l'AIEA, en collaboration avec toutes les parties prenantes.

#### **Coopération internationale et régionale**

La Malaisie joue un rôle actif et constructif dans les initiatives de désarmement et de non-prolifération au sein de diverses instances régionales et internationales. Elle a coorganisé ou coprésidé les septième, huitième et neuvième réunions intersessions



du Forum régional de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) sur la non-prolifération et le désarmement, à Kuala Lumpur (2015), Putrajaya (Malaisie) (2016) et Auckland (Nouvelle-Zélande) (2017), au cours desquelles les problèmes de manquements aux obligations internationales en matière de non-prolifération ont été examinés.

La Malaisie a bénéficié du soutien, de l'assistance et de la coopération d'États et d'organisations d'intégration économique régionale, notamment l'Australie, le Japon, les États-Unis et l'Union européenne, dans le cadre de programmes de renforcement des capacités et de sensibilisation relatifs à la mise en œuvre des résolutions [1540 \(2004\)](#) et [1977 \(2011\)](#).

La Malaisie a organisé divers programmes de formation sur l'identification des articles, au niveau local et avec la coopération d'organes internationaux, en vue de faire connaître aux agents des forces de l'ordre les articles stratégiques visés par la loi de 2010 relative au commerce stratégique et de renforcer leur capacité de les repérer.

La Malaisie participe à divers programmes organisés aux niveaux régional et international, notamment par l'AIEA, la Commission préparatoire de l'Organisation du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, l'Initiative relative aux centres d'excellence pour la réduction des risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires de l'Union européenne, le Programme de coopération relatif aux armes biologiques, l'Initiative mondiale de réduction de la menace nucléaire et le Réseau des organismes de réglementation nucléaire de l'ASEAN. La Malaisie a elle-aussi organisé des programmes semblables avec la coopération des mêmes organismes internationaux et régionaux.

---